

L'origine des verbes néologiques est présentée par les groupes suivants: les verbes formés à la base du nom propre, par exemple du nom d'un politique connu (*giscardiser* – Valéry Giscard d'Éstaing, *staliniser* – Joseph Stalin, *lepéniser* – Marine Le Pen, etc.); les verbes dénotant les processus politiques (planétariser, internationaliser, satelliser, etc.); verbes formés à partir des noms de pays, de régions et de continents (*occidentaliser*, *calédoniser*, *tchéchéner*, etc.).

Le dernier groupe est plus nombreux que les autres, ce qui témoigne de l'expansion d'une culture, une civilisation sur le territoire d'un autre pays. La liste de ces verbes est constamment mise à jour. On doit préciser qu'il faut connaître le contexte pour les interpréter correctement, notamment celui historique.

Ainsi, la langue française, comme n'importe quelle autre langue vivante, se complète activement de nouvelles unités ce qui prouve la productivité de la coopération internationale. Cependant nous ne devons pas oublier qu'un mot d'une langue étrangère sorti de son contexte linguistique perd l'essentiel de sa signification, se trouve dépourvu de toutes les nuances et connotations nécessaires à sa bonne compréhension. Il faut lui laisser le temps de s'acclimater, de se naturaliser.

<http://edoc.bseu.by/>

V. Yatsuk
В. И. Яцук
БГЭУ (Минск)

Научный руководитель И. В. Пантелеева

EFFET DU BREXIT: ÉQUILIBRE LINGUISTIQUE EST BASCULÉ

БРЕКСИТ: ЛИНГВИСТИЧЕСКОЕ РАВНОВЕСИЕ ПОД УГРОЗОЙ

Le but est de présenter les causes des changements linguistiques provoqués par le Brexit, décrire le statut des trois langues officielles de l'UE: l'anglais, l'allemand, le français, montrer les avantages de l'établissement du français comme "lingua franca" pour l'Union Européenne et pour la République du Bélarus.

Une arrivée dans l'Union Européenne peut s'accompagner de l'inscription d'une nouvelle langue parmi les langues officielles, de la même façon un départ pourrait entraîner le retrait d'une langue. Le choix des Britanniques de répondre favorablement au Brexit pose un nouveau problème et met l'UE face à une situation inédite: une baisse du nombre de personne qui parlent anglais comme langue maternelle et du nombre de locuteurs anglophones dans l'organisation.

Malgré le principe du Traité de Rome qui défend la pluralité et l'égalité de toutes les langues de l'Union Européenne avec l'expansion des frontières de l'UE on observe le «trilinguisme européen»: l'utilisation de l'allemand, le français et l'anglais

au sein des institutions européennes. Or, l'anglais est une langue de travail et un dénominateur commun entre un grand nombre de pays. Il a mis du temps à s'imposer comme première langue de communication et de travail. Il a fallu l'entrée des pays d'Europe centrale en 2004 et l'apparition de dix nouvelles langues parmi les langues officielles de l'UE pour qu'il dépasse les autres langues et devienne incontournable. Maintenant avec le Brexit la suprématie de l'anglais est remise en question dans les institutions européennes. Après le retrait de la Grande-Bretagne, seuls deux pays anglophones restent dans l'union: l'Irlande et Malte. Mais comme leurs langues officielles, ils ont choisi le gaélique et le maltais, respectivement. Les pays qui se retrouveront au centre du jeu, ce sont la France et l'Allemagne.

L'importance de la langue allemande, la plus grande langue de l'UE par le nombre de locuteurs pour lesquels cette langue est native (18% de la population de l'UE), n'est pas exclue. L'Allemagne est forte économiquement, son influence dans l'UE est en croissance (PIB – 47 221\$, 18ème au rang mondial). Or, la langue allemande reste assez peu parlée en dehors de l'espace germanophone, et parmi les trois langues de travail, l'allemand est certainement celle qui est la moins susceptible de se positionner comme telle du fait de sa complexité et de l'apparent manque d'intérêt de la part de l'Allemagne à rendre son utilisation plus universelle.

Au contraire, pour le gouvernement et les citoyens français, cela pourrait être l'occasion de revenir à une plus large utilisation de la langue qui a perdu du terrain (native pour 12% de la population de l'UE). Sans oublier que le français est la langue officielle d'un grand nombre d'organisations internationales (ONU, OMC, Union postale universelle, Interpol etc), l'une des plus étudiées en tant que langue étrangère (avec anglais, allemand, espagnol, chinois, russe, portugais, turc, japonais, arabe), riche en onomatopées, calembours et autres expressions fleuries toujours fort utiles en cas de négociations européennes difficiles, langue des trois capitales de l'Europe (Bruxelles, Luxembourg, Paris). Il est la langue diplomatique: tous les grands traités internationaux ont été rédigés en français. Tous les pays européens ont reçu en héritage le système métrique, le code civil, des réformes institutionnelles issues de la Révolution française. Les efforts entrepris au sein de l'UE ne seront pas sans effet positif pour la République du Bélarus comme un pays européen ayant toujours de très fortes relations avec la France. Il s'agit de renforcer l'apprentissage du français dans les établissements scolaires et universitaires biélorusses, avoir plus de programmes d'échanges interuniversitaires, organiser plus de réunions et de négociations, soirées, festivals, concerts, créer de nouvelles institutions qui puissent promouvoir le français.

Les résultats sont 1) l'effondrement du poids géopolitique de l'anglais en Europe dû au Brexit; 2) la place retrouvée par le français sur la carte linguistique de l'Europe; 3) le changement du portrait francophone biélorusse.